



Mardi 7 juin 2016 Heure d'info payée Pour les salariés SNECMA



Gennevilliers, le 2 juin 2016.

On vous en parle depuis plusieurs mois mais rien de tel que de partager en direct nos sentiments sur « la Loi travail El Khomri ».

La CGT et FO de Snecma de Gennevilliers se sont retrouvés hier pour évoquer la situation nationale et décider de renforcer le dialogue avec les salariés sur le sujet.

Il a été convenu d'organiser une heure d'information syndicale payée pour tous les salariés le mardi 7 juin 2016.

- 10h à 11h (pour le personnel en équipe du matin et en horaire variable)
- 15h à 16h (pour le personnel en équipe de l'après-midi et en horaire variable)
- 23h à minuit (pour le personnel de nuit)

Un courrier à la direction a été envoyé pour qu'elle relaie l'information auprès de la hiérarchie afin que chacun puisse librement participer à cette réunion.

Ces réunions d'informations syndicales sont payées par la direction, inscrites dans la convention d'entreprise et doivent être utilisées par les salariés.

Ne les laissez pas passer !

A l'issue de cette journée, il vous sera proposé de remplir un bulletin de vote citoyen pour participer au débat sur cette loi travail.

Tout au long de la semaine, des bulletins et des urnes seront disponibles sur le site (bâtiment et restaurant d'entreprise) pour vous permettre de vous exprimer.

Ce vote citoyen dans les entreprises, les administrations et les lieux d'études est mis en place sur tout le territoire national et a été instauré par les syndicats CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNEF, UNL, FIDL.

C'est une façon supplémentaire de manifester notre inquiétude sur le monde du travail, de se faire entendre et de renforcer la démocratie dans notre pays.



FORCE OUVRIERE

INFORMER - REVENDIQUER - RESISTER - AGIR



Editaux de Jean-Claude Mailly : L'entêtement gouvernemental, pourquoi ?

- Le projet de loi Travail est contesté par plusieurs organisations syndicales de salariés et de jeunesse sur le fond, parce qu'il contient des dispositions dangereuses pour la situation et l'avenir des salariés.
- Il est critiqué par le Medef parce qu'il ne va pas encore assez loin (M. Gattaz a été mal habitué par le gouvernement...).
- Sur l'inversion de la hiérarchie des normes, les représentants des TPE-PME (UPA, CGPME) eux-mêmes ne sont pas d'accord et réclament le maintien des branches.
- Même certains syndicats qui ne sont pas dans l'action (par exemple la CGC ou l'Unsa) contestent des parties du texte, voire demandent certains retraits.
- Par ailleurs, ce projet n'a pas trouvé de majorité au Parlement, contesté y compris par nombre de députés de la majorité. D'où le passage en force par le 49-3.
- Enfin, à travers les sondages, une majorité de Français le conteste.
« Autrement dit, ce projet de loi est multiminoritaire.
De fait, qui le soutient en l'état ? Valls et Berger ! »

Si l'on se pose deux minutes, une question s'impose alors : pourquoi un tel entêtement ?

Seules des raisons à caractère politique ou politicien peuvent l'expliquer, notamment la perspective de l'élection présidentielle de 2017 et les positionnements des uns et des autres.

Bien entendu, au départ cela s'inscrit dans **une logique européenne néolibérale**, qui ne peut être soutenue syndicalement que par les syndicats d'accompagnement qui raisonnent en parts de marché.

Nous, à FO, en toute liberté et indépendance, c'est le contenu du texte qui nous importe et ses répercussions sur les droits, la situation et la vie des salariés d'aujourd'hui et de demain.

C'est pourquoi nous combattons ce projet.

Alors, face à un tel entêtement, il n'y a pas d'autre solution que d'amplifier le mouvement, y compris par la grève, et, notamment, de venir en masse à Paris le 14 juin.

<p style="text-align: center;">Mardi 7 juin 2016 Heure d'info payée pour les salariés SNECMA (10h à 11h) ou (15h à 16h) ou (23h à minuit)</p>
